



Conseil de sécurité

Briefing sur la situation au Moyen Orient : Armes chimiques en Syrie

New York, le 11 juin 2024

Déclaration lue par Pascale Baeriswyl
Représentante permanente de la Suisse

Merci, Monsieur le Président,

Et je voudrais remercier la Haute représentante aux Affaires de désarmement, Madame Nakamitsu, de sa présentation.

Lors de sa dernière déclaration au Conseil de sécurité sur ce dossier en mars dernier, la Suisse avait salué la tenue de la 26^e série de consultations entre l'Equipe d'évaluation de la déclaration – DAT – de l'OIAC et le gouvernement syrien.

Depuis lors, trois des vingt points encore en suspens par rapport à la déclaration initiale de la Syrie ont pu être résolus. Aussi nous prenons note qu'une 27^e série de consultations a eu lieu à Damas le mois passé, et avons hâte de prendre connaissance des résultats.

La Suisse soutient cette récente relance de la coopération entre l'OIAC et la Syrie après de longs mois d'interruption. Il s'agit d'une dynamique cruciale en vue d'une clarification complète des dix-sept points restés encore irrésolus, conformément aux engagements de la Syrie à cet égard.

La Suisse rappelle que des réponses vérifiables, tangibles et scientifiquement plausibles à ces points constituent une des conditions pour que la Syrie retrouve ses droits et privilèges en tant qu'Etat partie à la Convention sur les armes chimiques.

Pour parvenir à cet objectif, la Suisse fait entièrement confiance à l'OIAC et salue le travail méticuleux, le professionnalisme et l'intégrité de toutes ses équipes, y compris les missions d'établissement des faits et les équipes d'enquête et d'identification, qui doivent pouvoir opérer sans entrave sur le terrain. Leur travail est fondamental, leur intégrité et leur professionnalisme ne font pas de doute.

En outre, la Suisse se préoccupe de la menace émanant d'acteurs non étatiques faisant usage d'armes chimiques comme l'a révélé en février dernier le quatrième rapport de l'équipe d'identification et d'enquête de l'OIAC (IIT) relatant une attaque aux armes chimiques menées par l'organisation « État islamique » à Marea. La Suisse a condamné cette attaque et exige que les responsables soient traduits en justice.

Monsieur le Président,

A travers la résolution 2118, adoptée à l'unanimité en 2013, ce Conseil de Sécurité a pris un engagement clair contre l'emploi d'armes chimiques en Syrie. En plus de onze ans, les séances régulières de ce Conseil ont servi à rappeler l'importance de prévenir la mise au point, la fabrication, le stockage, l'emploi et le transfert de telles armes et d'assurer leur destruction.

La résolution 2118 reflète aussi la ferme conviction du Conseil de sécurité et de la communauté internationale que « les personnes responsables de l'utilisation d'armes chimiques en Syrie doivent répondre de leurs actes ».

La lutte contre l'impunité doit contribuer à faire respecter l'interdiction des armes chimiques et à ce qu'elles ne soient plus jamais utilisées, en Syrie ou ailleurs dans le monde. Nous saluons à cet égard la coopération formelle entre l'OIAC et le Mécanisme international, impartial et indépendant pour la Syrie.

La Suisse continuera à s'engager avec la plus grande fermeté contre l'emploi et la prolifération d'armes chimiques par quiconque, où que ce soit et en toutes circonstances.

Il en va de notre sécurité collective et de la crédibilité des instruments de l'architecture de désarmement et de non-prolifération qui la garantissent.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Thank you, Mr President,

And I would like to thank the High Representative for Disarmament Affairs, Ms Nakamitsu, for her presentation.

In its last statement to the Security Council on this issue in March, Switzerland welcomed the holding of the 26th round of consultations between the OPCW's Declaration Assessment Team (DAT) and the Syrian government.

Since then, it has been possible to resolve three of the twenty points still outstanding in relation to Syria's initial declaration. We take note that a 27th round of consultations took place in Damascus last month, and look forward to hearing the results.

Switzerland supports this recent resumption of cooperation between the OPCW and Syria after many months of interruption. This is a crucial step towards full clarification of the seventeen points that remain unresolved, which is in line with Syria's commitments in this regard.

Switzerland recalls that verifiable, tangible and scientifically plausible answers to these points are one of the conditions for Syria to regain its rights and privileges as a State Party to the Chemical Weapons Convention.

To achieve this objective, Switzerland has full confidence in the OPCW and salutes the meticulous work, professionalism and integrity of all its teams, including the fact-finding missions and the investigation and identification teams, which must be able to operate without hindrance in the field. Their work is fundamental, and their integrity and professionalism are beyond doubt.

Furthermore, Switzerland is concerned about the threat emanating from non-state actors using chemical weapons, as revealed in February by the fourth report of the OPCW's Identification and Investigation Team (IIT) on a chemical weapons attack carried out by the 'Islamic State' organization in Marea. Switzerland has condemned this attack and demands that those responsible be brought to justice.

Mr President,

With Resolution 2118, adopted unanimously in 2013, this Security Council made a clear commitment against the use of chemical weapons in Syria. For more than eleven years, regular meetings of this Council have served as a reminder of the importance of preventing the development, production, stockpiling, use and transfer of such weapons and of ensuring their destruction.

Resolution 2118 also reflects the firm conviction of the Security Council and the international community that 'those responsible for the use of chemical weapons in Syria must be held accountable'.

The fight against impunity must help to ensure that the ban on chemical weapons is respected and that they are never used again, in Syria or anywhere else in the world. In this respect, we welcome the formal cooperation between the OPCW and the International, Impartial and Independent Mechanism for Syria.

Switzerland will continue to take the strongest possible stand against the use and proliferation of chemical weapons by anyone, anywhere and under any circumstances.

Our collective security and the credibility of the instruments of the disarmament and non-proliferation architecture that guarantee it are at stake.

Thank you.